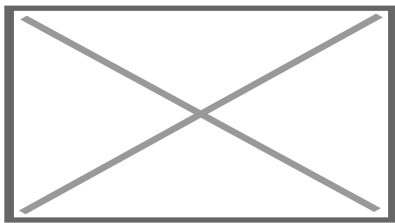


D'abord Israël asphyxie les Gazaouis, puis nous disons que nous sommes inquiets pour leur sort

Description

11 février 2019 à Amira Hass

Le déni total de responsabilité dans la situation désastreuse du système de santé de Gaza prouve que les politiciens israéliens ne sont pas prêts à adopter une politique différente de celle qui va inévitablement provoquer la mort en masse de civils dans la guerre.



Les responsables de la sécurité sont inquiets devant l'effondrement du système de santé de Gaza parce que cela fera que les Forces de Défense Israéliennes auront plus de difficultés à poursuivre une opération militaire majeure dans le cas où la direction politique en ordonnerait une. C'est ce que Yaniv Kubovich a écrit la semaine dernière dans son rapport sur la récente discussion du cabinet de sécurité à ce sujet. En d'autres termes, la très mauvaise performance du système de santé palestinien est l'une des choses qu'il faut prendre en compte si on décide d'attaquer le nouveau enclave palestinienne assiégée.

Ce rapport peut nous apprendre directement deux autres choses : 1. La plupart des morts dans la confrontation attendue seront des civils (comme ce fut le cas, accessoirement, dans les opérations précédentes) qui ne seront pas secourus hors des zones de combat dans des délais convenables ou qui ne recevront pas de traitement médical approprié, et 2. La communauté internationale (c'est-à-dire probablement les pays occidentaux) vivront un moment difficile en soutenant une autre opération israélienne à cause de l'incapacité à sauver les civils blessés.

Ce que l'on peut comprendre entre les lignes, c'est que, et la sécurité et les responsables politiques déniaient toute responsabilité de leur part dans la situation à Gaza en général et dans le système de santé palestinien en particulier. À l'opposé, une source politique a même dit que l'Autorité Palestinienne veut que le système de santé de Gaza s'effondre.

En réalité, on ne peut minimiser les graves conséquences de la compétition destructrice, irresponsable et sectaire entre le Hamas et le Fatah. Mais le déni total de responsabilité d'Israël pour cette situation et la connexion entre la détérioration économique de Gaza et le blocus israélien et l'isolement de la Bande de Gaza depuis 1991 renforce le soupçon comme quoi, en dépit de leurs informations précises et actualisées, les dirigeants politiques et militaires ne sont pas prêts à modifier une facette fondamentale de leur politique, qui considère Gaza comme une entité séparée et une économie autarcique.

La détérioration des services de santé de Gaza est par ailleurs liée à la détresse de l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies après que les Etats Unis en aient arrêté le financement. Paradoxalement, c'est une campagne politique de plusieurs années menée contre l'UNRWA par de hauts responsables israéliens qui a parlé au coeur de l'administration du président américain Donald Trump.

Un autre coup financier est attendu pour bientôt et il va, directement ou indirectement, faire du tort au système de santé palestinien : Israël a décidé de réduire le montant des pensions données aux familles des prisonniers palestiniens des droits qu'il collecte à la douane et transfère au ministère palestinien des Finances. Ces montants sont la part du lion des revenus de l'AP, et les couper va porter tort à des services essentiels. Le président de l'AP Mahmoud Abbas a déjà fait porter le déficit du budget de l'AP sur les coupes qu'il a ordonnées dans les salaires et pensions des résidents de Gaza. La réduction de centaines de milliers de shekels additionnels des droits de douane sera une raison pour couper des services médicaux à Gaza.

Le rapport de Kubovich fait mention des 6.000 personnes blessées par les tirs israéliens en attente d'opérations urgentes. Dès avril dernier, Haaretz rapportait que les responsables médicaux palestiniens et internationaux étaient choqués par le nombre et la gravité des blessures infligées à des manifestants non armés. Les informations et les avertissements sur la gravité de la situation n'ont jamais fait défaut et étaient accessibles à tous. Médecins Sans Frontières, l'Organisation Mondiale de la Santé (WHO), l'Aide Médicale aux Palestiniens (MAP) basée à Londres, Médecins pour les Droits de l'Homme (PHR-Israël) basés à Tel Aviv, et Gisha - Centre Juridique pour la Liberté de Circulation, ne sont que quelques unes des organisations qui ont régulièrement remis des rapports inquiétants, qui sont certainement arrivés en temps réel sur les bureaux du Coordinateur des Activités Gouvernementales dans les Territoires et du service de sécurité du Shin Bet.

La décision d'utiliser des balles réelles plutôt que des moyens non-létaux pour disperser des manifestants non armés est celle de l'armée. Les ordres donnés aux soldats de tirer à courte distance dans les jambes de foules de manifestants, qui ont causé de graves blessures et même des infirmités, sont venus de leurs commandants.

« Nos équipes médicales remarquent que les blessures comportent un niveau extrême de destruction des os et des tissus mous et des blessures dont la taille d'ouverture peut atteindre la grosseur d'un poing », a dit en avril 2018 un rapport de Médecins Sans Frontières (l'un des gagnants du Prix Dan David de cette année). « Ces patients nécessitent des opérations chirurgicales très complexes et la plupart d'entre eux resteront infirmes à vie. »

Mais les soldats ont continué à blesser de cette façon les manifestants non armés, même après la publication des rapports, et après qu'on ait explicitement démontré que les hôpitaux de Gaza étaient dans l'incapacité de traiter comme il le fallait tous les blessés, dont le traitement initial se faisait aux dépens des patients ordinaires, qu'on les relâchait prématurément et que, à cause du manque de médicaments nécessaires, ils développaient des infections et des gangrènes.

Il aurait pu être possible de sauver la jambe de certains blessés et la vie d'autres blessés s'ils avaient été autorisés à chercher des traitements hors de Gaza, dans des endroits qui ne souffrent pas de pénurie de médicaments, d'aiguilles et d'électricité. Mais un ordre politique refusant de les laisser sortir, couplé avec un mécanisme très incommode de la délivrance de permis, a par ailleurs saboté cette possibilité, qui aurait par ailleurs relâché la pression sur les salles d'opération de Gaza. Souvent les délais de délivrance des permis de sortie pour traitement conduisent à la détérioration de l'état

du patient, ajoutant un stress supplémentaire sur le système de santé de Gaza.

Les responsables de la sécurité (c'est-à-dire le Bureau de Coordination du District (DCO), qui dépend du Coordinateur des Activités Gouvernementales dans les Territoires), et le service de sécurité du Shin Bet sont responsables de la procédure complexe d'examen des demandes de permis de sortie de Gaza, dont les permis pour obtenir un traitement médical. D'après la WHO, en 2018, 25.897 demandes ont été soumises pour traverser le passage d'Erez en vue d'un traitement médical en Cisjordanie ou en Israël. Chaque demandeur a obtenu la garantie de l'AP que ses dépenses médicales seraient prises en charge. Mais le DCO et le Shin Bet n'ont approuvé que 61 % des demandes pour recherche d'un traitement médical, sans tenir compte de la date du rendez-vous médical de la personne. La procédure permet ainsi aux responsables de la sécurité d'ignorer les rendez-vous pour traitements médicaux d'urgence ou pour des évènements qui ont lieu à une date spécifique, et d'empêcher les visites des parents malades.

Mais les magistrats Menahem Mazuz, Ofer Grosskopf et Alex Stein ont refusé de tenir une audience sur l'injustice de principe causée par la longueur du temps d'attente qui autorise la procédure, et ont réclamé une requête qui traite de cas spécifiques. « Pour les cas médicaux, jusqu'à 23 jours, c'est raisonnable », a dit Stein, tandis que Mazuz ajoutait : « J'ai du mal à comprendre comment on peut être persuadé que 50 ou 70 jours [pour traiter une demande] est illégal. »

Une autre requête est en attente, enregistrée par PHR-Israël et l'organisation gazaouie de défense des droits de l'Homme Al-Mezan, contre la règle relativement nouvelle qui refuse les permis de sortie aux personnes qui ont de la famille en Cisjordanie.

Etant donné la misère économique et psychologique à Gaza, un nombre croissant de résidents de Gaza qui sont arrivés à obtenir un permis de visite en Cisjordanie pour quelques jours y sont tout simplement restés. Ils y trouvent souvent du travail et envoient de l'aide à leur famille à Gaza. Les responsables de la sécurité et l'attaché politique les considèrent comme des « étrangers illégaux », même alors que les Accords d'Oslo stipulent que la Bande de Gaza et la Cisjordanie constituent une seule unité territoriale.

Au cours des deux dernières années, les responsables de la défense ont conditionné la sortie de Gaza pour traitements médicaux au retour dans la Bande de parents qui sont restés en Cisjordanie. En d'autres termes, les responsables de la défense, qui s'inquiètent de l'effondrement du système de santé palestinien, le rendent encore plus difficile pour ce système de santé en obligeant à traiter des patients avec des ressources qu'il ne possède pas et en obligeant les médecins à voir l'état de leurs patients se détériorer parce qu'ils ne peuvent pas les aider.

« Depuis longtemps, nous mettons en garde sur l'effondrement des services de santé à Gaza et il est clair pour tout le monde que Gaza ne pourrait pas supporter une autre guerre », dit PHR-Israël. « Et pourtant, quand nous demandons que des patients soient autorisés à sortir, on nous dit très souvent que la demande n'est pas acceptée parce que le traitement est disponible dans les hôpitaux sur place. Maintenant, les responsables de la défense finissent par reconnaître la réalité. »

Au cours de ce dernier week-end, six médecins volontaires de PHR-Israël ont réalisé quelque 30 opérations complexes dans les hôpitaux de Gaza souffrant de pénuries. Ces médecins palestiniens sont des citoyens israéliens qui ont des postes importants dans les centres médicaux de Rambam, Hasharon, Hacarmel et Shaare. Trois autres volontaires de PHR-Israël ont un médecin de famille, un pédiatre et un psychologue ont soigné des centaines d'autres patients.

Pendant les 11 dernières années, des volontaires de cette organisation sont entrés dans la Bande une fois par mois et ont passé quelques jours à opérer et soigner des patients sans interruption. A chaque visite, ils apportent des équipements médicaux, les instruments dont ils ont besoin pour pratiquer les opérations, des prothèses pour les victimes de tirs, de l'insuline pour les diabétiques, du Clexane anticoagulant et d'autres médicaments coûteux pour de nombreux patients. Cette fois-ci, le groupe a apporté pour environ 90.000 \$ de médicaments et d'équipement, la plupart offerts par les associations de la société civile palestinienne en Israël.

« Plus que de leur conditions physiques, les patients parlent des difficultés psychologiques et économiques à vivre comme des prisonniers dans la Bande fermée », a dit à Haaretz le coordinateur de la délégation, Salah Haj Yihye. « Les médecins de Gaza sont bons », a-t-il dit, « mais ils n'obtiennent pas de permis pour sortir de la Bande suivre des formations avancées, ils ne disposent pas de l'équipement nécessaire, l'électricité est fournie en pointillés, et ils n'obtiennent qu'un salaire partiel. Ce sont des médecins qui n'ont pas les moyens financiers pour aller travailler. Ils subissent une pression que l'on ne peut trouver dans aucun autre hôpital au monde. C'est pourquoi Gaza a besoin de cette aide, même si cette aide n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan de pauvreté où se trouve la société de Gaza.

On ne peut déconnecter les difficultés financières du système de santé de Gaza de la pauvreté de la Bande, et on ne peut déconnecter sa pauvreté de sa cause principale : le déni de liberté de circulation envers les résidents de Gaza. Cela a conduit la production à chuter au niveau minimum à Gaza. Cette politique a pris place avant que le Hamas ne prenne le pouvoir dans la Bande, et elle s'est intensifiée après le désengagement de 2005, lorsque des milliers de travailleurs n'eurent plus l'autorisation de travailler en Israël. La réhabilitation du système de santé de Gaza ne sera pas possible sans que la liberté de circulation et la possibilité de gagner dignement sa vie soient restaurées pour ses résidents.

Source : [Haaretz](#)

Traduction : J. Ch. pour l'AURDIP et pour l'Agence Média Palestine

date créée
2019/02/15